

# A propos de révolution <sup>1</sup>

par Jean-Marie Bader ([jeanmarie.bader@gmail.com](mailto:jeanmarie.bader@gmail.com))

*Par devant l'Europe, la France, sachez-le, n'aura jamais qu'un seul nom inexpiable qui est son vrai nom éternel : la Révolution. Jules Michelet <sup>2</sup>*

*Que cela nous plaise ou nous choque, la Révolution est un bloc. Clemenceau à la Chambre des Députés 1891*

Le concept moderne de révolution, selon lequel le cours de l'Histoire recommence et qu'une histoire jamais contée auparavant va se dérouler, était inconnu avant les deux grandes révolutions, américaine et française, qui ont marqué la fin du XVIIIe siècle.

A l'origine, le mot révolution est un terme d'astronomie, répandu depuis Copernic, qui désigne un mouvement régulier de rotation des astres, régi par des lois intemporelles, et qui, non soumis à l'influence humaine, ne se caractérise ni par la nouveauté ni par la violence. Au contraire.

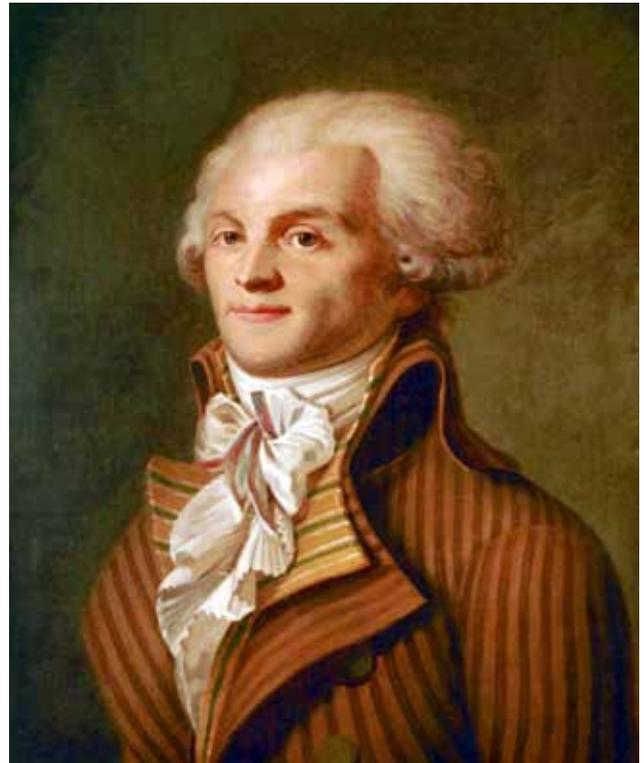
La date du glissement sémantique vers son sens de fin d'un ordre ancien et de naissance d'un monde nouveau est connue, ou du moins, nous pensons la connaître : c'est celle de la nuit du 14 juillet 1789, et de l'échange célèbre entre Louis XVI et La Rochefoucauld-Liancourt : « C'est une révolte ? - Non Sire, c'est une révolution. »<sup>3</sup>

Pour la première fois, le terme, abandonnant la notion de retour en arrière, insiste exclusivement sur l'inexorabilité, signifiant que ce qui s'était produit là dépassait le pouvoir d'un monarque. On était face à « la grandeur de l'Homme face à la petitesse des grands » de Robespierre ou à « la défense de l'honneur de la race humaine » d'Alexander Hamilton dont on comprend, par le fait, les affinités avec Talleyrand en 1795.



*Alexander Hamilton par John Trumbull*

Les révolutions française et américaine furent ainsi, initialement, l'œuvre d'hommes fermement convaincus de ne rien faire d'autre que restaurer un ordre ancien, bafoué par la monarchie absolue ou le pouvoir colonial, et qui avaient peut-être un peu perdu de vue que la parfaite transparence des relations humaines va de pair



*Maximilien de Robespierre Ecole française du XVIIIe s.*

avec la totale inflexibilité, voire la cruauté des règles.<sup>4</sup> Le décalage entre les deux sens du terme était en réalité impossible à déceler pour les acteurs de ces événements, les actions de ce type ne dévoilant leur sens qu'une fois parvenues à leur terme. C'est aux spectateurs que nous sommes que la Révolution française et son prolongement du premier empire apparaissent comme une nécessité historique, avec le résultat paradoxal qu'en lieu et place de la liberté, c'est la nécessité, justement, qui est devenue l'axe principal de la pensée révolutionnaire, nécessité qui trouva une traduction redoutable dans celle, récurrente, qui caractérise la vie humaine, la pauvreté.

Quand la masse des pauvres fit son apparition sur la scène politique, l'Ancien Régime fut réduit à l'impuissance, et la liberté, objectif d'une république mort-née, disparut face à l'acuité de ce nouveau processus. Lorsque Robespierre déclarait que « Tout ce qui est nécessaire au maintien de la vie doit être bien commun, et le superflu seul peut être reconnu comme pro-

priété privée » il ne prenait pas seulement le contre-pied de la théorie qui allait s'imposer, selon laquelle c'étaient précisément les surplus de temps et de biens qui devaient être partagés. Selon ses propres termes, il soumettait le gouvernement révolutionnaire à « la plus sainte de toutes les lois, le salut du peuple, le plus irréfragable de tous les titres, la nécessité. »

Ce furent ainsi les besoins pressants du peuple qui portèrent à la Terreur et donc menèrent la Révolution à sa perte.

Robespierre exprima ce qui s'était passé dans son dernier discours : « Nous périrons parce que, dans l'histoire de l'humanité, nous n'avons pas su trouver le moment de fonder la liberté. »

L'idée que la misère puisse pousser les hommes à renverser l'oppression est devenue si familière que nous sommes tentés d'oublier qu'avant la Révolution française, elle n'existait pas. Quand James Monroe explique que « l'Europe, depuis plus de douze siècles, a montré le spectacle [...] d'un constant effort de la part du peuple de s'affranchir de l'oppression de ses maîtres », il ne parle pas des pauvres, et quand Thomas Jefferson précise, en parlant de la France de 1787, que : « Sur vingt millions de gens [...] il en est dix-neuf millions plus misérables, plus réprouvés dans toutes les circonstances de la vie humaine que l'individu le plus visiblement misérable des Etats-Unis entiers »<sup>5</sup>, il ne lui vient pas à l'idée qu'un peuple « si accablé de misère » puisse accomplir ce qui avait été accompli en Amérique.

On parle peu de la Révolution américaine dans la mesure où son déroulement ne fut guère théorisé. Même Tocqueville, soucieux principalement d'en étudier les conséquences, reste étonnamment muet à son sujet. Cela tient largement au fait que son aspect proprement révolutionnaire d'instauration de la liberté s'est déroulé « à l'ombre » de la guerre d'indépendance qui en a constitué l'indispensable étape de libération.

Les deux phases, de libération et d'instauration de la liberté méritent d'être clairement distinguées, dans la mesure où la première se révèle souvent pernicieuse. En effet, les troubles qu'elle engendre peuvent condamner l'instauration de la liberté à l'échec.

L'exemple le plus patent en a été fourni par la Révolution d'Octobre, en Russie qui s'est, non seulement révélée incapable de réaliser son but de fonder la liberté, mais a même accouché de l'un des pires totalitarismes du XXe siècle.

L'échec à court terme de la Révolution française est tout aussi évident : pour n'avoir pas donné le jour à un système totalitaire, que d'ailleurs le XIXe siècle n'autorisait pas techniquement, elle n'a pas moins évolué

en dictature militaire, là aussi en raison des troubles qu'elle avait engendrés. De la Terreur à l'instauration de la IIIe République, en passant par Sieyès, cherchant « un sabre » sous le Directoire, pas moins de quarante ans de répliques furent nécessaires à la mise en place d'un régime effectivement démocratique.

L'utopie libérale des pères fondateurs américains a elle aussi été mise à mal : Les Etats-Unis indépendants étaient devenus, en peu d'années, la terre promise de tous les pauvres d'Europe, et les arrivants, par leur masse, imposèrent leur vision de la liberté qui était celle de consommer sans limite. Cette vision des choses reste largement répandue de nos jours.

Parmi les difficultés majeures auxquelles se sont heurtées les têtes pensantes de toutes les révolutions, la première est la question de la constitution, dont le double sens de processus créatif et de texte fondateur ne doit évidemment rien au hasard.

Les solutions trouvées reflètent, sans surprise, la culture des pays où elles se sont déroulées :

En Grande Bretagne, démocratie non républicaine, la Constitution n'existe pas sous forme de document écrit, mais figure de manière implicite dans les institutions et les coutumes. Elle permet de ce fait des initiatives qui peuvent surprendre.

Aux Etats-Unis, le texte est né de la réflexion des pères fondateurs, ramenés à une vision réaliste de la nature humaine par l'échec de la Convention d'Annapolis en 1786. L'utopie fondatrice en est la création ex nihilo du pays de la Liberté où vous accueillait la célèbre statue. L'attachement à cette utopie, malgré les détournements qu'elle a subis, permet de mieux comprendre certaines spécificités américaines, notamment en ce qui concerne le deuxième amendement et le droit de détenir et de porter des armes.

En France, la question de la légitimité du pouvoir



*Louis-Marie de La Révellière-Lépeaux par Gérard*

constituant avait été posée par Rousseau et fut reprise par Sieyès : ceux qui s'unissent pour « constituer » un gouvernement sont nécessairement inconstitutionnels puisque personne ne les a autorisés à le faire.

L'Ancien Régime avait inventé le droit divin pour résoudre la question de la légitimité, et conscient de ce manque, Robespierre tenta d'introduire le culte de l'Être Suprême. Sous le Directoire, La Revellière-Lépaux, soutenant la théophilanthropie, s'attira les sarcasmes Talleyrand.<sup>6</sup>

Si la question de l'équilibre des pouvoirs pour garantir la liberté du citoyen dans le régime à créer a beaucoup



*Antoine-Pierre-Joseph-Marie Barnave par Joseph Boze*

préoccupé les constituants des deux bords de l'Atlantique, les préoccupations sécuritaires n'en étaient pas absentes, comme en témoigne le discours de Barnave du 31 août 1791 : « Il est deux choses dont les peuples [...] ne peuvent se passer. L'une est la tranquillité, l'autre est la liberté. Mais pour le commun des hommes, la tranquillité est plus nécessaire que la liberté.[...] Si vous présentez à la nation la perte de la tranquillité dans l'établissement de la liberté, craignez de voir bientôt cette majorité détruire la liberté.[...] et c'est elle aussi qui provoquera sans cesse le pouvoir exécutif pour la détruire. Comme on voit, leurs réflexions ont gardé une brûlante actualité.

Parmi les acquis rarement évoqués de la Révolution, il est un phénomène qui a pris une importance sans précédent, à savoir l'opinion, dans son rapport au domaine politique en général et dans son rôle dans le gouvernement, rebaptisé gouvernance pour mieux montrer sa prise en compte. Que toute autorité repose en dernière analyse sur l'opinion n'est pas à démontrer : le roi le plus puissant et le tyran le plus dénué de scrupules sont désarmés si personne ne les soutient par l'obéissance.<sup>7</sup> Cette opinion toutefois, en raison de son caractère volatil, nécessite des filtres pour s'exprimer de manière cohérente et constructive. C'est cette nécessité qui fonde la liberté de la presse et la démocratie représentative. La méconnaissance ouvre la porte aux démagogues et populistes de tous calibres et de toutes couleurs. Le chaos qu'offrent les opinions non représentées, qui, lui aussi, nous renvoie à l'actualité, se cristallise en sentiments de masse antagonistes dans l'attente d'un « homme fort » apte à les modeler en « unanimité », sonnante ainsi le glas de toutes les opinions différentes de la sienne.<sup>8</sup>

1 Cet article s'appuie principalement sur les ouvrages de Hannah Arendt « De la Révolution » Gallimard 1964, Jean Baudrillard « L'échange symbolique et la mort » Gallimard 1976, Alexis de Tocqueville « De la démocratie en Amérique » Garnier-Flammarion 2010 et « Orateurs de la Révolution française – Les Constituants » Pléiade

2 « Le peuple » Paris Flammarion 1972

3 Rappelons qu'une révolte a pour but la libération, alors qu'une révolution vise à instaurer la liberté. Dans les dictionnaires actuels, le sens politique du mot révolution correspond à celui exprimé par La Rochefoucauld-Liancourt au roi.

4 Le mot de révolution est employé, pour la première fois, dans un sens politique proche de l'original, dans l'Angleterre du XVIIe siècle, non quand Cromwell institua ce que nous appellerions aujourd'hui la première dictature révolutionnaire, mais au contraire en 1660, lors de la restauration de la monarchie, puis en 1688, lorsque la Glorieuse Révolution installa Guillaume d'Orange sur le trône.

Il semble étrange, à nos yeux, qu'à l'époque, le mot révolution ait eu le sens de restauration, mais cette évolution (et non révolution) sémantique postérieure est due au fait que c'est pendant les guerres civiles anglaises qu'apparurent des prémisses d'exigences entièrement nouvelles au XVIIIe siècle, comme celle d'une Constitution écrite, « fondement d'un gouvernement juste » qui préfigurent les révolutions française et américaine.

5 La misère n'était pas absente des Etats-Unis, mais concentrée sur 400 000 esclaves noirs, pour environ 1 850 000 blancs.

6 « *Le dernier qui a fondé une religion a commencé par se faire crucifier et ressusciter. Vous devriez en faire autant.* » Orioux, Flammarion 1998 p 254

7 Selon Hannah Arendt et dans le droit fil du *Tractatus* de Spinoza, obéissance et soutien sont une seule et même chose en matière d'action politique.

8 C'est à dessein que j'ai passé sous silence la Révolution Nationale du régime de Vichy, mais ce qui va sans dire va mieux en le disant, selon un célèbre plénipotentiaire français au Congrès de Vienne. Merci à Philippe Selz pour son soutien amical.